

L'ANTI-RACISTE

Journal des PERMANENCES ANTI-RACISTE
pour l'unité du peuple multinational

ATTENTION A LA BANALISATION DU RACISME

CLANDESTINS + JEUNES IMMIGRÉS = INSÉCURITÉ

CHÔMAGE = TROP D'IMMIGRÉS
= EXPULSION DES SANS-PAPIERS

CRISE DE L'ÉCOLE = TROP D'IMMIGRÉS
= REPARTITION/QUOTA



RACISME!

POUR UNE SOCIÉTÉ

CIVILE

• CONTRE LA MONTÉE DES TENSIONS :
UNITÉ ET RESPECT DES DIFFÉRENTES COMMUNAUTÉS

ANTI-

• CONTRE LES RAFLÉS :
SOLIDARITÉ FRANÇAIS IMMIGRÉS

RACISTE

• NI QUOTA, NI GHETTO :
RELOGEMENT DE TOUS LES MALS-LOGÉS
FRANÇAIS ET IMMIGRÉS

• FACE AUX RESTRUCTURATIONS DE L'INDUSTRIE : UNITÉ OUVRIÈRE

• FACE A LA CRISE DE L'ÉCOLE : ANTI-RACISME ET RESPECT DES COMMUNAUTÉS

• POUR UNE OPINION ET UNE MÉMOIRE ANTI-RACISTE

*engagement avec
les permanences anti-raciste
pour l'unité du
peuple multinational*

SOMMAIRE

- P.2 : Editorial
P.3 : Déclaration des PAE
P.6 : Dreux, un racisme peut en cacher un autre
P.8 : Un petit trajet vaut mieux qu'un long parcours
P.11 : Foyers-hotels : la situation est aux contrôles
P.12 : A propos des collectifs anti-racistes
P.14 : Tchad : Faux à Lybie
P.16 : Commission "Peuple Multinational et Tiers Monde"
P.18 : Un Israélien contre la guerre

POUR NOUS CONTACTER

Ecrire à
"L'Anti-Raciste"
B.P. 183
75665 Paris Cedex 14

PERMANENCE CENTRALE

le vendredi de 18h à 20h
7, rue des Fêtes
75019 Paris
(métro Place des Fêtes)

DEMANDEZ NOS PUBLICATIONS

- 5ème Réunion Nationale des PAR
Société civile anti-raciste
(septembre 83)
- Histoire des PAE (sept 83)
- Ecole et anti-racisme (oct.83)
- PAR et partis politiques (oct.83)
- A propos du Moyen Orient (oct.83)
- La Pologne et les anti-racistes
(juin 82)

Directeur de Publication :
Pierre CHAMPEAUX

Dépot légal : 2/83
Imprimerie : EDIT 71
22, rue d'Amann
75020 PARIS

EDITORIAL

La rentrée de septembre est marquée par une montée des tensions racistes et une avalanche de mesures anti-immigrés révoltantes. Nombreux sont ceux qui se sentent interpellés, concernés par l'avenir de la société, du peuple et de la classe ouvrière. Beaucoup cherchent un moyen de s'engager dans une pratique anti-raciste concrète et efficace. Mais ils se heurtent encore souvent à la difficulté de comprendre la portée réelle des mesures gouvernementales, au jeu abstrait des politiques gauche-droite. De plus, actuellement, Dreux vient obscurcir les consciences en braquant les projecteurs sur la seule extrême droite, alors que les thèmes qu'elle met en avant sont repris par la droite classique et la gauche au pouvoir. Enfin la banalisation du racisme est telle que beaucoup malgré leur révolte ne voient pas comment agir.

Notre journal "L'Anti-Raciste" s'est fixé pour objectif d'intervenir régulièrement dans les débats d'opinion, de répondre aux interrogations et d'exposer les différentes formes d'engagement des anti-racistes. Dorénavant, il ouvrira ses colonnes à toute personne qui a le désir de s'y exprimer, tout en continuant à rendre compte de l'activité des Permanences Anti-Racistes-Anti-Expulsion(1). Car aujourd'hui leur activité apparaît toujours plus nécessaire. Avec l'expérience politique que procurent six années d'existence, une dépendance totale vis à vis de l'Etat, des syndicats et des partis parlementaires, elles sont un point d'appui essentiel à l'engagement.

Aujourd'hui la manifestation qu'elles organisent (note 2) le samedi 22 octobre à Barbès est un point d'ancrage pour tous ceux qui cherchent à rompre le silence et à constituer un camp populaire actif et anti-raciste. Elle représente un point de repère pour que des initiatives prolongées puissent se développer tant dans les quartiers populaires que dans les cités de banlieue, les foyers ou au travail. Il s'agit d'avancer concrètement dans la construction d'une véritable société civile anti-raciste dont l'existence et le développement ne tiennent qu'à nous, qu'à notre engagement.

Note 1 : A leur 5^e réunion nationale de septembre 1983, les P.A.F., sans renoncer à la lutte contre les expulsions, ont estimé que le nom de Permanences Anti-Raciste était plus approprié à leur travail.

Note 2 : Cette manifestation est également appelée par l'A.T.T. (Turquie), le C.A.R. (Nanterre), les Groupes Communistes Révolutionnaires, Rupture pour le Communisme, O.C.M.L. (V.P.), l'U.T.C.L et soutenue par AND-JFF (Sénégal).

DECLARATION DES "PERMANENCES ANTI-EXPULSIONS" A PROPOS DES MESURES GOUVERNEMENTALES CONCERNANT LES IMMIGRES

Les mesures prises par le gouvernement arrivent dans une période de montée des tensions racistes dramatiques dont il s'agit de comprendre les ressorts. Non, les morts successives d'enfants et d'adultes immigrés ne sont pas dûes, comme le prétendent certains, à la chaleur, au béton, ou à la seule situation économique. Ce n'est pas le premier été chaud que l'on connaisse, les cités ne datent pas d'aujourd'hui, le chômage n'a pas connu de poussée spectaculaire cette année. Par contre, depuis les municipales, il existe un consensus de l'ensemble des forces parlementaires pour affirmer que les immigrés clandestins et les jeunes des cités sont les principaux responsables de la détérioration des rapports sociaux, des problèmes que rencontrent les gens, de la dite "insécurité". La droite, comme à son habitude tonne haut et fort. Mais la gauche -P.S. et P.C.F.- n'est pas en reste.

Elle emboîte le pas, sinon devant ses adversaires, à tel point que Defferre, après le meurtre d'un enfant, interdit une manifestation anti-raciste à Marseille -décision que n'a jamais osé prendre la droite au pouvoir.

Aujourd'hui, le gouvernement prend 50 mesures. Les mesures dites d'insertion ne représentent que des intentions de pure forme. Seules comptent les mesures dites "de contrôle". Personne n'est dupe et Chirac applaudit des deux mains.

De notre côté, nous affirmons qu'une telle orientation politique ne peut que contribuer à développer le racisme civil dans notre société, à aggraver le poids des mesures discriminatoires qui pèsent sur les immigrés, à enfoncer la France dans une politique de type néo-colonialiste. Nous voulons nous en expliquer:

UN DEVELOPEMENT DU RACISME CIVIL

Chercher à présenter les immigrés clandestins comme un fléau social et économique contribue à désigner les immigrés dans leur ensemble comme les principaux responsables de la crise. Les immigrés sans-papiers ne provoquent pas plus le chômage que les immigrés avec papiers ou que les femmes qui cherchent un emploi, que les "anciens" qui refusent d'être rejetés en tant que vieux et retraités, que les jeunes qui sont en âge de travailler...

Non, les chômeurs ne créent pas le chômage! c'est la crise des sociétés industrielles et de leur rapport avec les pays du Tiers-Monde qui provoquent ces phénomènes. Non, attaquer les chômeurs n'a jamais permis d'avancer dans la résolution du problème du chômage. Par contre, chercher des boucs émissaires, introduit une dynamique politique qui ne se limite jamais au premiers désignés, mais s'étend à un ensemble de couches sociales plus ou moins considérées par

les "biens-pensants" comme des marginaux et des parias. A n'en pas douter, les mesures prises par le gouvernement ne peuvent que renforcer l'attitude raciste et agressive de certains Français qui rendent l'ensemble des communautés immigrées responsables du chômage.

Dans leurs contrôles, les policiers interpellent tous les immigrés. Le fait d'être "sans-papiers" n'est pas inscrit sur le front des individus. Ainsi, l'ensemble des communautés immigrées sera désigné à la vindicte populaire, quotidiennement soupçonné d'irrégularité, de trafic, d'affaires "douteuses". Chacun a en mémoire les effets néfastes des opérations "coups de poing" de Poniatowski.

De plus, ces contrôles vont redonner à la police et à l'administration du Ministère de l'Intérieur un espace pour redéployer leurs pratiques arbitraires de triste réputation. La route aux "bavures" policières est ouverte.

..//..

ABONNEZ-VOUS, ABONNEZ VOS AMIS A L'ANTI-RACISTE

Abonnement de soutien : 6 numéros, 100F

Abonnement de diffusion : 6 numéros en trois exemplaires, 130F

à partir du n° inclus

cocher la case choisie.

Nom :

Prénom :

Adresse :

A découper et à envoyer à "L'Anti-Raciste" - B.P. 183 - 75665 Paris Cedex 14
Chèque au nom de 'L'Anti-Raciste'

DES MESURES DISCRIMINATOIRES

Ces mesures s'opposent au droit qui devrait être inaliénable, de vivre en famille. Exiger une autorisation préalable à la venue du conjoint et des enfants en France tient de la plus grande hypocrisie. Toute personne qui s'est tant soit peu penchée sur le problème sait qu'il est pratiquement impossible d'obtenir cette autorisation. Celui qui veut vivre en famille doit faire la preuve qu'il dispose d'un logement assez grand qui corresponde à des normes définies arbitrai-

rement par l'Administration. Ceux qui n'ont pas les moyens de passer par une agence privée -et ils sont la majorité- se voient refuser un logement HLM sous prétexte de quotas et de seuil de tolérance, ou sous prétexte qu'ils vivent comme célibataires en France. C'est ainsi que le demandeur se heurte à un véritable cercle vicieux. Exiger cette autorisation préalable, c'est en fait chercher à interdire l'immigration familiale.

UNE POLITIQUE NEO-COLONIALE

Les phénomènes d'immigration ne s'arrêtent pas par simples décrets ni mesures policières. La misère, le chômage perpétuel, parfois même la famine qui se développent dans certains pays du Tiers-Monde, poussent les immigrés à passer les frontières et représentent des arguments de poids nettement plus convaincants que la prison et l'expulsion. En son temps Giscard avait tenté "d'arrêter" l'immigration. Il a obtenu le succès qu'on lui connaît. Certains "va t'en guerre" affirment qu'il faut renforcer encore plus le dispositif de répression. Sauf à faire de la France un véritable camp policier et des frontières un mur digne de celui qui existe autour des pays de l'Est, les mesures de contrôles restent toujours sans efficacité.

Seul un véritable changement de politique vis à vis des peuples du Tiers-Monde peut inverser le processus. Il s'agit de soutenir la mise en place d'une politique énergique de développement de l'agriculture vivrière, une politique qui se soucie de créer un

tissu industriel tourné, non pas tourné vers les "besoins des métropoles", mais vers le marché interne de ces économies. Il s'agit de rompre avec des rapports de domination légués par l'histoire et de s'engager dans le soutien à un véritable développement auto-centré de ces pays. Seul un tel processus peut donner espoir et projets à ces peuples. Toutes les communautés nationales et historiques vivant en France sont interpellées.

De nouveaux rapports Nord-Sud ne peuvent pas apparaître avec une politique dont les seules lignes de force sont l'envoi de contingents armés en Afrique, l'expulsion des immigrés au chômage et le maintien des anciennes formes "d'aide" et de "coopération", qui ne font que renforcer la dépendance des pays du Tiers-Monde. Le consensus sur le Tchad et l'Afrique, de la droite et de la gauche révèlent que malgré les mots employés, aucune rupture n'a été véritablement opérée par le gouvernement P.S.-P.C.F. .

Nous pensons, pour notre part, qu'il est temps qu'une opinion anti-raciste et anti-impérialiste se fasse entendre et s'organise. Il n'y a rien de bon à rester collé au vieux mythe d'une gauche P.S. et P.C.F. démocratique et socialiste. Il y a tout à gagner pour la société et pour chacun à prendre ses distances vis à vis du jeu parlementaire et à s'engager pour ses convictions. C'est une question d'éthique, mais aussi de politique qui engage l'avenir de la société civile.

Nous appelons tous ceux qui se sentent interpellés à prendre contact avec nous pour :

* Développer cette opinion anti-raciste par

des actions prolongées sur les marchés, dans les médias et autour de soi.

* Engager un mouvement de solidarité et de protection des sans-papiers dans le métro, au travail, ou dans les quartiers populaires.

* Organiser une unité ouvrière anti-raciste solide dans les foyers, sur les questions de logement, des papiers et du travail.

* Engager un processus anti-raciste d'unité jeunes/adultes dans les cités de banlieues, afin d'obtenir l'isolement et le désarmement des racistes, l'arrêt des tensions et un respect entre communautés nationales.



La multiplication des contrôles entraîne la montée du racisme

MESURES CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE.

- multiplication des contrôles d'identité, en métropole et aux frontières.
- saisine systématique des parquets (un sans-papier, dès son arrestation doit être jugé). Accélération de la procédure d'expulsion.
- amélioration des conditions de reconduite à la frontière.
- création d'une carte de débarquement à deux volets pour les touristes maghrébins en France. Sur chacun des deux volets seront mentionnés le motif du séjour, l'identité et l'adresse complète des personnes hébergeant le touriste. A l'entrée en France, le premier volet est remis à la douane française, le second doit être déposé au moment du retour, au plus tard trois mois après l'entrée. Si la personne ne se présente pas en temps voulu avec le deuxième volet, la police peut facilement la chercher. Cette mesure a été prise en accord avec les autorités algériennes, tunisiennes et marocaines.
- pour les visites à caractère privé, l'hôte devra fournir une attestation d'accueil à son invité qui la présente au passage à la douane.

Limitation de l'introduction de la main d'oeuvre saisonnière

- réduction des contrats de 8 à 6 mois pour les saisonniers étrangers et augmentation des redevances payées par les employeurs, à partir du 1/11/83.

Augmentation des amendes contre les employeurs de travailleurs clandestins.

- l'amende passe de 6000 à 24 000 francs pour chaque travailleur clandestin.

En faveur du retour.

- Une formation de l'immigré voulant retourner chez lui se fera en collaboration avec le pays d'origine (comment ?).
- les entreprises seront encouragées à former des travailleurs immigrés volontaires pour les grands chantiers à l'étranger.

MESURES EN FAVEUR DE L'INSERTION DES IMMIGRES.

" Amélioration " des titres de séjour.

- les restrictions géographiques et professionnelles imposées sur les cartes de un ou trois ans seront... allégées ?!
- certains ressortissants étrangers (mineurs, invalides) ne peuvent être expulsés. Une carte de travail pour toutes les professions salariées leur sera délivrée. Mais, les mineurs n'auront droit qu'à une carte temporaire...

Meilleure information auprès des jeunes de la deuxième génération sur leurs droits et devoirs.

Incitation des immigrés désireux de faire venir leur famille à en demander l'autorisation préalable.

Augmentation des crédits pour la formation des étrangers.

- scolarisation plus efficace des enfants...en préparation !
- le FAS peut apporter un soutien financier à la formation.
- les formations par le fonds national pour l'emploi devront se développer en faveur des immigrés licenciés.
- les dispositifs d'insertion professionnelle sont ouverts aux jeunes immigrés.

LES MEMES MESURES MUNICIPALES A GAUCHE COMME A DROITE

" La municipalité considère que ses finances n'ont pas à être grévées par des dépenses d'aide médicale gratuites allouées aux étrangers en situation irrégulière ". Paul Picard, maire PS de Mantes-La-Jolie.

A Mantes, le 24 juin : Picard annonce :

- Les certificats d'hébergement sont désormais délivrés dans des conditions précises : le logement familial doit être de dimension suffisante et la famille ne doit pas bénéficier d'une aide sociale.
- toute régularisation doit être refusée aux étrangers ayant pénétrés sur le territoire français sous le couvert d'un certificat d'hébergement.
- si les deux parents ne sont pas en possession d'un titre de séjour régulier, les enfants ne peuvent pas être inscrits à l'école.
- l'aide médicale gratuite est refusée aux étrangers en situation irrégulière : clandestins, solliciteurs d'asile en instance de décision, touristes, seconde épouse...

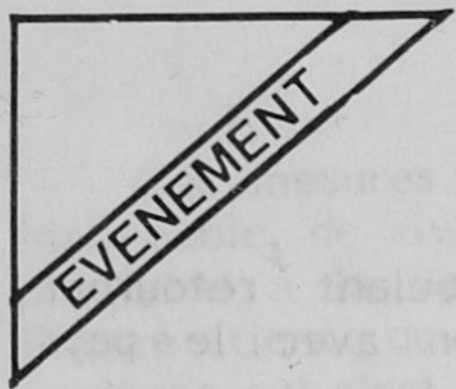
Mais, socialisme oblige, Picard s'estime " profondément affligé d'être obligé de mettre en oeuvre des mesures qui heurtent ses convictions les plus profondes ".

" La France est bonne mère, mais elle n'a plus les moyens d'entretenir une foule d'étrangers qui abusent de son hospitalité ". Jacques Chirac, maire RPR de Paris.

A Paris, le 13 juillet : Chirac propose qu'à partir du 1er septembre :

- dans chaque mairie d'arrondissement, un bureau " spécial " contrôle les certificats d'hébergement déposés par les étrangers venant en France pour moins de trois mois.
- les enfants étrangers ne peuvent être inscrits dans les crèches et les maternelles qu'après vérification par la préfecture de police de la situation des parents. Père et mère doivent avoir des papiers.
- un système permettant à l'assistance publique de réserver le bénéfice des soins gratuits aux seuls étrangers en situation " normale " soit étudié.
- seuls les dossiers demandant une aide financière, certifiés authentiques après enquête, peuvent être retenus par les fonctionnaires des services sociaux de la ville.
- le contrôle soit accru par la préfecture de police, pour les foyers de travailleurs étrangers " surpeuplés et source d'insécurité ".

Rassurons-nous, Chirac est réconfortant : " l'application de ces mesures se situera entre deux extrêmes: ni racisme, ni laxisme ".



DREUX :

Dreux ; des membres du Front National sont élus au conseil municipal. En tant qu'anti-racistes, nous nous sentons interpellés.

Mais, ce qui nous frappe le plus, ce n'est pas la " poussée " du parti d'extrême-droite, c'est la banalisation du racisme, le consensus des partis parlementaires autour des thèmes identiques à ceux des fascistes.



" Trop de chômeurs, trop d'immigrés ", un thème qui n'est pas seulement repris par Le Pen

un racisme peut en cacher un autre

Dimanche 11 septembre à Dreux, deuxième tour des élections municipales. La coalition de droite gagne. Catastrophe pour les partis au pouvoir ? Jean Pierre Stirbois est là, élu par 17% des votants.- Paradoxalement ce retour d'un parti d'extrême droite sur la scène politique municipale s'avère être une chance pour la gauche. D'abord il a permis de faire passer largement au second plan, l'échec électoral pur et simple : "Ce n'est pas un test tellement significatif sur le rapport entre la gauche et la droite... c'est par contre un test politique sur l'attitude de la droite" s'empresse de préciser Pierre Mauroy.

Ensuite, et c'est plus grave, ceci a donné l'occasion à tous les gens du PS comme du PCF de se redorer leur blason humanitaire voire anti-raciste. Pas un homme politique, pas un "intellectuel", pas un journaliste de gauche, ne s'est privé de dénoncer publiquement la droite parlementaire, coupable d'avoir réintroduit dans une enceinte municipale: "Ces gens qui souhaitent et préconisent qu'on refuse nos écoles aux enfants d'immigrés et nos hopitaux à leurs malades" (Dixit Jean Daniel dans le Nouvel Observateur).

Somme toute, la logique est simple. Grâce aux résultats des élections de Dreux, la gauche a pu affirmer : les racistes, ce sont eux (les partis de droite), la preuve, ils s'allient à l'extrême droite; nous, nous sommes anti-racistes, nous l'avons toujours été, et nous sommes prêts à perdre les élections pour le rester.

Ce discours est totalement inacceptable. Il gomme complètement les responsabilités de ceux qui ont permis une victoire électorale de l'extrême droite. Il obscurcit la compréhension que l'on peut avoir de la montée du racisme civil, et de ce que doit être aujourd'hui un engagement anti-raciste authentique.

RESPONSABILITES GOUVERNEMENTALES

Inadmissible. Il est inadmissible de laisser les gens de gauche s'indigner vertueusement de la montée des idées d'extrême droite et du succès du Front National aux élections de Dreux. Pour une seule raison. Les idées et les thèmes que développe l'extrême droite à propos de la dite insécurité, du chômage, de l'école, sont les mêmes que ceux mis en avant à très grande échelle par le gouvernement. L'extrême droite les exprime peut-être avec une plus grande brutalité.

Dès la soi-disant régularisation exceptionnelle, Mitterrand établit une distinction entre bons et mauvais immigrés sans papiers -ceux arrivés avant

le 1er janvier 1981, et ceux arrivés ensuite, ou qui ne travaillent pas- Déjà admettre que l'on ne va régulariser que les immigrés ayant un emploi, n'est pas très éloigné de la logique de Le Pen pour lequel : deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop.

Puis arrivent les grèves de l'automobile. Mauroy suivi d'Auroux affirment que le conflit n'a rien à voir avec la situation en France. Ils l'attribuent à l'agitation d'extrémistes religieux chiites. Discours appuyés par les médias prouvant par A plus B que l'économie française est en train de chuter à cause des grèves. Pas compliqué à l'époque de comprendre que non seulement les immigrés viennent prendre "vos" emplois, mais qu'en plus ils cassent "notre" économie. Et le PCF de surenchérir : "Produisons français" !

Mars 83; Les élections municipales dans toute la France. Gauche et droite se livrent à un véritable marathon verbal, pour faire comprendre coûte que coûte aux électeurs, qu'une fois au pouvoir dans les villes, l'une sera mieux capable que l'autre de "régler le problème de l'immigration", selon l'expression consacrée. Depuis, partout dans les médias et les discours des hommes politiques, chacun s'emploie à "régler le problème". Les résultats sont maintenant bien connus. Cet été, certains ont voulu "régler" le problème des enfants...

En dernier lieu, le 31 août, Mitterrand propose et fait promulguer ses cinquante nouvelles mesures en matière d'immigration (voir encadré ci-joint). D'après l'idée qu'en période de crise économique, on ne peut plus se permettre d'accueillir un flot d'immigrés à la recherche d'emploi, le gouvernement décide officiellement d'accélérer l'arrêt de l'immigration. Partout maintenant, c'est la chasse aux clandestins. Et comme personne ne peut deviner si l'immigré en face de soi est sans papiers ou non, partout maintenant, c'est la chasse aux immigrés. Alors ? Le racisme est-il caché à l'intérieur de chacun de nous ? Le racisme est-il toujours une affaire de pauvres qui cherchent dans leurs quartiers déshérités où règne une promiscuité souvent ingrate, un bouc émissaire à leur désespoir, en valorisant leurs différences culturelles ? Ces lignes ignominieuses ont eu droit d'impression dans un numéro du Nouvel Observateur.

Non. Si le racisme civil s'est particulièrement développé ces derniers mois, le gouvernement PS-PCF en porte une grande responsabilité. D'autant plus grande que le PS, du moins, une fois lancées ses campagnes anti-immigrés, a toujours été dans l'incapacité de contrôler les effets. Laisant ainsi portes ouvertes à l'extrême droite.

Inutile et révoltant de crier aux loups et autre "peste brune" alors que la politique de cette peste grandit sur le même engrais que sa propre politique.

DANGER IMMEDIAT

Au delà des intérêts politiques des partis de gauche, une partie importante du peuple se sent interpellée par cette nouvelle arrivée électorale du Front National. Certains sont même effrayés. Beaucoup se souviennent avec précision de ce que l'extrême droite est capable de faire. Beaucoup savent ce que la démission collective face aux fascistes est capable d'entraîner. Mais il faut se méfier des réactions trop rapides, génératrices d'analyses politiques fausses. Se borner pour le moment à redouter une importance électorale grandissante des partis d'extrême droite en France, limite dangeu-



Ce n'est pas le résultat du passage d'un commando fasciste, mais du P.C.F. le 24 décembre 1980 à Vitry

reusement notre champ d'action politique et anti-raciste. Il faut remarquer d'abord que si l'extrême droite recueille un nombre croissant d'électeurs, elle n'organise pas pour autant plus de personnes dans des actions miliciennes fascistes; c'est peut-être une évolution future, c'est précisément sur ce point qu'il faut être le plus vigilant. Actuellement elle se cantonne encore dans une action tout à fait parlementariste. De ce point de vue, le vrai danger pour tous les démocrates et anti-racistes, se trouve plutôt du côté de ceux capables d'appeler massivement à l'organisation de "commandos" racistes. Là, il ne faut pas oublier le bulldozer à Vitry, les premières manifestations de masse racistes et anti-immigrés organisées par le PCF à Vitry, à Montigny, à Montfermeil. Il ne faut pas oublier la façon dont le PCF appelle à la délation et organise les gens dans les cités pour la répartition. Le vrai danger, c'est-à-dire la montée de plus en plus rapide des tensions racistes violentes au sein du peuple, ne vient pas spécialement de l'extrême droite. Ce qui est remarquable, c'est d'entendre, reprises par l'ensemble des partis politiques, les thèses de Le Pen et consort; c'est d'assister à la banalisation des pensées et des pratiques racistes. Voilà la réalité. Les idées racistes ne sont pas l'appanage de l'extrême droite. S'il est important de combattre toutes les idées racistes colportées par le Front National, il faut être cohérent et les combattre réellement, en constatant qu'elles sont également colportées par les partis parlementaires, le PS et le PCF. Rien ne sert de crier haro sur les fascistes si, en même temps, on laisse le PS et le PCF agir à leur guise.

Elsa B.

VIVE LE PLURALISME !...

Ah, des médias démocratiques ! Une presse pluraliste ! Ça sent bon la liberté tout ça. Liberté pour Jean-Marie Le Pen de s'exprimer (" en homme politique respectable ") une heure durant au club de la presse d'Europe 1, d'expliquer aux "Français", sur les trois chaînes de télé, que son parti est une formation politique " comme les autres ". Ça vous étonne ? Liberté pour Stirbois, "Le Pen junior ", de paraître longuement sur le petit écran, le temps de recueillir spontanément le témoignage d'une " brave femme française ", agressée par au moins quarante-cinq arabes, munis chacun d'un couteau et sûrement d'une kalachnikov... C'est bien connu, un arabe ne se promène jamais sans son couteau, à cran d'arrêt, ça va de soi. La kalachnikov, on ne savait pas...

Et puis, cette pharmacienne de Dreux, éligible sur la liste Stirbois, affirmant devant les caméras: " Les arabes, c'est un peu comme les juifs "... Arrêtant là sa phrase. Pour ne pas choquer sans doute ?

Bon, vous avez compris. Les fascistes ont parlé. Longuement et très sûrement. A la télé, à la radio, dans les journaux et magazines. Le Pen et son armée ont su utiliser tous les supports d'information au service d'une " démocratie ". Pourquoi s'en priver ? Surtout lorsqu'on y est invité...

D'accord, certains journalistes soucieux de déontologie ont joué le jeu de l'objectivité. On a vu, lu ou entendu, ici ou là, des gens révoltés, des maghrébins apeurés. On a assisté au grand show Françoise Gaspard. Et après ? Jamais peut-être depuis la propagande nazie de Doriot, les fascistes

ne s'étaient autant montrés, n'avaient autant craché leurs postillons racistes grâce aux médias. Dans le même temps, les libertaires et les anti-impérialistes antillais se voyaient interdire les ondes FM... Merci la démocratie, vive le pluralisme !

Comment est-il possible de tolérer la présence fasciste dans les médias, les discours racistes d'admirateurs d'Hitler, de Mussolini et de Pinochet, qui basent " leur démocratie " sur la terreur, le racisme et l'écrasement des peuples ? Comment est-il possible de considérer les fascistes autrement que comme des ennemis ? Ce sont des interlocuteurs politiques valables, parce que la France a un système politique démocratique, électoral ? Le fameux verdict des urnes ! "Adolf", lui aussi, raffolait des élections. Pardi, c'est "élu" qu'il a accédé au pouvoir.

Et si pour une bonne partie des médias, la parole aux fascistes avait permis de démontrer une chose: le racisme vient de droite, pas de gauche. C'est tout bête, hein ? Mais en ces temps de crise et de mesures anti-immigrés, il est bon de prouver que les vrais racistes sont à droite. La preuve. A gauche, il n'y a que de " vrais humanistes " poussés, malheureusement, par la crise, à appliquer une politique de droite en matière d'immigration. Et oui, la gauche n'est pas raciste. Élémentaire mon cher Watson.

En conclusion, grâce à la liberté d'expression, nous y voyons plus clair : l'extrême droite n'est pas fasciste, les socialistes pas racistes.

C'que c'est chouette une information pluraliste!

M.D

un petit trajet

vaut mieux qu'un long parcours

En ce mois d'octobre, deux initiatives concernant les immigrés sont prises :

- Une marche pour "l'égalité" dans une "nation solidaire" est appelée par la CIMADE de Lyon et SOS Avenir Minguettes. Elle prétend rassembler les jeunes immigrés de la deuxième génération en un cortège de Marseille à Paris qui souhaite rencontrer Mitterrand.
- Une manifestation est appelée le 22 octobre à Paris par les PAR et d'autres organisations. C'est une manifestation anti-raciste qui prend position, non seulement, sur la montée des tensions racistes, mais également sur les mesures gouvernementales qui leur sont liées. Elle a pour but de regrouper les jeunes, les familles, les ouvriers des foyers, les habitants des quartiers populaires français et immigrés dans la volonté de construire une société civile anti-raciste.

Deux initiatives en apparence identiques mais qui représentent en fait deux choix de société différents.

Pour quelques instants, avant de nous engager dans la route à suivre, arrêtons-nous. Arrêtons là de constater que le racisme est quotidien, cessons de chercher de multiples raisons aux actes meurtriers, innacceptables, frappant les jeunes dans les cités et les quartiers; n'essayons plus de prouver que l'immigration est un fait de société et qu'aucun pouvoir n'est capable, en dehors d'un régime policier, de contrôler les frontières. Arrêtons-nous pour aller plus loin que l'analyse des faits et faisons un retour sur nous pour prendre conscience du motif central de nos préoccupations, sur ce qui nous interroge profondément : la société dans laquelle nous vivons et ce que nous voulons qu'elle soit.

POUR LA SOCIÉTÉ, QUEL AVENIR ?

La présence des immigrés en France n'est plus vécue aujourd'hui comme il y a vingt ans voire même il y a cinq ans.

Vingt ans auparavant, il y avait des immigrés d'Europe, intégrés à la société française, et des colonisés.

Jusqu'il y a cinq ans, les immigrés des ex-colonies françaises formaient des couches à part et commençaient à affirmer leurs droits d'hommes, d'ouvriers, leurs droits à l'égalité dans un pays dont ils étaient partie prenante du développement. Aujourd'hui les immigrés, ouvriers célibataires, familles, jeunes

de la deuxième génération, font partie intégrante de la société; il y a là une réalité qui change bien des consciences. Ces jeunes nés en France de parents algériens sont d'ici, mais pas d'ici comme les enfants d'Italiens d'hier. Ils sont d'ici avec leur volonté de conserver la mémoire de la lutte pour l'Indépendance Nationale de leurs parents, leur nationalité et ceci n'est pourtant pas lié au projet d'un hypothétique "retour" au pays.

Ainsi peut-on encore parler de société française, alors qu'au sein même de cette société, la multinationalité s'est imposée et qu'elle nous pose la question de l'avenir.

L'avenir de la société dans laquelle nous vivons, français et immigrés est posé, oui. Mais c'est un avenir qui se joue tout de suite dans le choix que nous faisons d'un comportement ou d'un autre dans la vie quotidienne; dans notre position par rapport à la lutte des OS immigrés des chaînes. Sont-ils pour nous tous des "fanatiques religieux manipulés par l'Etranger" (dixit Mauroy) ou des ouvriers qui posent un problème de fond face à la restructuration industrielle et veulent faire reconnaître leurs qualifications.

De fait ce choix, nous avons à le faire dans tous les domaines de notre vie, d'une manière d'autant plus vigoureuse que la crise et ses conséquences nous pressent. Le débat acharné qui s'est engagé dans l'opinion quant à la "grande" question de l'immigration en témoigne, et la recherche d'une alternative aux politiques du gouvernement et de la droite est de plus en plus largement posée.

DEBAT SUR L'ANTI-RACISME, DEUX POSITIONS.

Dans ce débat : racisme ou anti-racisme, deux positions s'expriment. D'un côté, celle qui se situe dans le cadre d'une politique de rejet des immigrés ou de leur assimilation obligée. Elle est radicale ou mitigée. Elle est soit dans le sillage de la politique de la droite qui prône le renvoi des immigrés, leur expulsion, soit adossée à la politique du gouvernement. Il existe alors deux types d'immigrés, les bons avec cartes et travail qui sont "intégrables" et les autres, les "clandestins" désignés à la hargne générale, en marge de la société française, ainsi que tous les "précaires", sans papiers en puissance, qui ont des cartes temporaires parce qu'ils sont au chômage... Tous ces derniers n'ont, tôt ou tard, plus aucune place et sont à rejeter. C'est une politique de division des immigrés entre eux, profonde, qui a des relais au sein même des organisations immigrées. Elle ne laisse aucune place politique propre aux immigrés en France et pousse au retour au pays. Elle a des conséquences pratiques dans un racisme parfois meurtrier chez les Français et se heurte au refus d'assimilation forcée chez les immigrés qui peut s'exprimer, en particulier pour les jeunes immigrés, par la violence.

De l'autre côté, hors du cadre étatique et parlementaire, une autre opinion fait son chemin. Elle prend en compte la réalité du peuple multinational et essaie d'avancer dans la formulation d'une société civile anti-raciste. Cette opinion existe disséminée dans les consciences de ceux qui refusent le racisme comme principe dirigeant leur vie et elle s'ancre dans la pratique politique que nous menons dans les PAR. Unité et respect des différentes communautés, solidarité entre français et immigrés, solidarité avec les sans papiers, unité avec les jeunes immigrés contre les attaques qu'ils subissent, deviennent des mots d'ordre concrets dans des comportements anti-racistes et dans un engagement où l'on apprend à compter sur nous-mêmes.

MARCHE OU MANIFESTATION ?

Lorsque l'on suit cette voie, il ne peut y avoir de place au "soutien critique" à la politique du PS et du PCF. Il ne peut y avoir d'hésitation de savoir si la "marche pour l'égalité" à l'initiative de la CIMADE et de SOS Avenir Minguettes est une bonne chose. Cette marche qui encourage l'intégration des jeunes immigrés dans une "nation solidaire", c'est-à-dire un moule français contrôlé par l'Etat, et refuse de prendre position sur la politique gouvernementale actuelle de contrôles, de rafles et d'expulsion des sans papiers, est une entreprise de démobilisation de ceux dont la révolte n'a pas encore trouvée d'issue. Par un couplet sur une prétendue "entente universelle", elle occulte le fait que depuis toujours, les droits des immigrés arrachés à l'Etat sont le résultat d'une lutte de classe prolongée.

Résultat d'un combat sans complaisance dont le mouvement des résidents des foyers Sonacotra a été un exemple récent. Cette marche en appelle à la compréhension de l'Etat, et à Mitterrand comme grand prêtre prêchant "la" solution aux problèmes des jeunes immigrés de la deuxième génération. Qu'il s'agisse aujourd'hui d'un chemin anti-raciste à parcourir, certes! Mais parcourons-le sachant où nous allons et avec qui.

Dans la manifestation à laquelle nous appelons le 22 Octobre à 14h30 à Barbès, les jeunes immigrés des cités de la banlieue parisienne et des quartiers populaires de Paris seront présents. Mais leur présence ne représentera pas la couche des "jeunes arabes de la deuxième génération", ce seront des jeunes parmi les jeunes de différentes nationalités, marchant aux côtés des familles, en unité avec elles, solidaires des résidents des foyers. Ils seront, comme tous, présents pour riposter aux actes racistes, s'élever contre les politiques anti-immigrées, et dans l'idée active et présente de construire une société civile anti-raciste.

Une fois n'est pas coutume : un petit trajet vaut mieux qu'un long parcours.

Judith Dunois



Aux Minguettes : un peuple multinational

NOTES SUR LE RENOUELEMENT DES CARTES DE SEJOUR ET DE TRAVAIL.

En théorie dit l'Etat-PS toute carte doit être renouvelée. Et en pratique ?

Et bien la pratique ne suit pas la théorie. Mais cela ne doit pas nous étonner venant du PS.

La constitution du dossier

Le Ministère de l'Intérieur vient d'envoyer de nouvelles instructions à toutes les préfectures.

Pour constituer un dossier de renouvellement, il faut :

- 1) La carte de séjour, la carte de travail et les photocopies recto/verso;
- 2) Photocopie du passeport;
- 3) Attestations ou certificats de travail des 12 derniers mois avec le nombre d'heures, le salaire, les avantages en nature, la profession.....
- 4) Le livret de famille, l'acte de mariage, les actes de naissance des enfants;
- 5) Une quittance de loyer ou d'EDF-GDF au nom de l'intéressé.

Pourquoi toutes ces pièces ?

Parce que le Ministère de l'Intérieur informatise les cartes de séjour et en profite pour récupérer un maximum de renseignements.

Et s'il manque une pièce ?

Si une personne vit avec une autre sans quittance à son nom ?

Si l'acte de mariage est dur à récupérer ?

Et bien le dossier attend. Et un petit papier blanc de prolongation d'un mois est accroché sur la carte; un mois, un mois, un mois, et après ?

Le S.A.T. (Service d'Assistance Technique), enquête; il convoque les gens qui renouvellent leur carte et tentent d'obtenir auprès d'eux des renseignements pour savoir comment ils sont venus en France, où ils logent, chez qui, où ils travaillent, comment ils ont trouvé ce travail, bref le S.A.T. enquête pour connaître les réseaux existant dans les différentes communautés.

La délivrance de la carte ou autorisation de travail.

Il faut gagner au moins le SMIC et travailler au moins 39 heures par semaine, régulièrement, sinon la carte de travail ne sera prolongée que

d'un an. Par exemple, si vous travaillez 35 heures par semaine, que vous êtes en France depuis longtemps, vous aurez une carte d'un an ! C'est ce que le PS appelle "l'insertion et la garantie pour les réguliers"...

Vous êtes au chômage ? Votre carte sera renouvelée pour un an. Vous ne trouvez toujours pas de travail régulier ? Encore un an. Et après ? Les textes ne disent plus rien. Est-ce pour se laisser libre de fabriquer de nouveaux sans papiers ?

La délivrance de la carte de séjour

Quiconque n'est jamais allé à la Cité, ou Bd Maréchal Ney, dans un commissariat ou une Préfecture se doit d'y aller.

L'aboiement et le tutoiement sont presque partout encore de rigueur; et le "il faut revenir dans un mois ou deux" aussi. Là est le règne de l'arbitraire, des pièces-qui-manquent, des récépissés, des 6ème, 8ème, 10ème Bureaux où l'on est convoqué à 9 heures du matin et où l'on est enfin appelé à 16 heures...Là est le règne de l'inquiétude, de l'angoisse, de l'attente qui n'en finit pas, des queues immenses sous la pluie et dans le froid.

Il faut préparer les dossiers ensemble.

Il faut faire du renouvellement des cartes une affaire collective, aller à plusieurs quand il y a des problèmes, rallier les gens qui peuvent se déplacer dans la journée.... Contactez-nous.

LE RENOUELEMENT AUTOMATIQUE DES CARTES

UN GRAND POINT
DU COMBAT ANTI-RACISTE

UNE GRANDE AVANCEE
VERS L'EGALITE DES DROITS



Faire du renouvellement
des cartes une affaire
collective

foyers - hôtels :

LA SITUATION EST AUX CONTROLES

En Mars, Avril, Juin 83, les contrôles et rafles ont repris.

Exemple : Au 44, rue des Poissonniers, Paris 18ème; un beau matin, les policiers montent dans les étages, pénètrent dans les chambres et contrôlent. Ceux qui n'ont pas de carte de séjour sont embarqués. Ceux qui ont un récépissé sont emmenés au Commissariat, où on le leur retire; les autres vont au dépôt...

* Au foyer Sonacotra de Clichy, la police pénètre dans le foyer et aimablement précédée du gérant et de son passe, rentre dans les chambres; un camarade est embarqué et inculpé.

Juillet 83, un beau matin à 6 heures, plusieurs cars de police bloquent les 3 entrées du Foyer Soundiata de Courbevoie et obligent les résidents à l'entrée principale à dévoiler leur identité et à faire preuve de leur domiciliation, ceci en présence de 2 huissiers. La Soundiata a fourni la liste des résidents "officiels"; les 2 huissiers comparent les 2 listes pour trouver les "non-officiels". Ces huissiers sont déjà venus deux fois dans le foyer, une fois dans la journée, une fois à minuit pour relever le nombre de clandestins.

Ils sont venus à la demande de la Mairie de Courbevoie (UDF) qui a posé une plainte contre les résidents du foyer. Les huissiers expliquent que la plainte et les contrôles proviennent de ce que quelques mois plus tôt, un clandestin est mort de tuberculose et que le compte-rendu des différents Comités d'Hygiène, de Santé.. prétend que le "sur-nombre" est à l'origine de la recrudescence de cette maladie. Ce n'est bien sûr ni l'état du foyer, ni les chambres à 16 lits... Les Comités d'hygiène, de santé, la Préfecture, la Mairie et la Soundiata ont bien dû penser que l'état du foyer y était pour quelques chose; la Soundiata a fait refaire les peintures. Mais la Mairie a maintenu son refus de délivrer tout permis de restauration et de transformation du foyer. Le nombre de 16 personnes

par chambre est donc considéré par la Mairie comme normal et correspondant aux normes de santé et d'hygiène, mais pas de celui de 17 ou 18 personnes...

Et voilà maintenant les résidents du foyer accusés de ramener la tuberculose à Courbevoie, de ruiner l'Aide médicale de la commune, et bien sûr de faire monter le taux d'immigrés dans la ville !!!

Et voilà les résidents du foyer avec une plainte sur le dos, une des premières du genre. Affaire importante à suivre. Un Comité de Défense s'est constitué; contactez-nous.

Juillet 83 toujours, déclaration de Chirac.

Il n'est pas question, dit Chirac, d'accepter que les foyers "s'autogèrent" et que les sociétés gestionnaires soient obligées d'accepter la discussion avec les résidents.

Il faut que cela cesse : les sociétés gestionnaires doivent commander et donc reprendre impérativement la situation en main, en particulier contre les sans papiers, contre les clandestins, contre l'organisation collective de la vie dans les foyers africains. Il faut rechercher une étroite collaboration avec les associations étrangères.

Fin Août 83, mesures gouvernementales

Même discours que Chirac. Il faut reprendre les foyers en main, y faire de nombreux contrôles en vue d'éliminer les sans papiers, les clandestins et l'organisation communautaire des Africains noirs.

Septembre-Octobre 83, application des mesures

Les contrôles et les rafles de sans papiers continuent dans de nombreux hôtels et foyers (Trappes, St Denis, Gennevilliers, Nanterre, Paris), et jusque dans les appartements privés.

La loi "Sécurité et Liberté" revue et corrigée PS permet maintenant de contrôler, d'arrêter, d'inculper et d'expulser quelqu'un en 24 heures. C'est ce que le PS appelle "liberté", "droit", "garantie"

Les contrôles et les expulsions des non-officiels des foyers se précisent, en particulier dans les foyers Sonacotra où la Direction et un grand nombre de gérants sont à l'offensive et ouvrent les portes des foyers à la police pour qu'elle les expulse ; (6 foyers Sonacotra ont déjà été ainsi "visités")

Les contrôles des sociétés gestionnaires se mettent en place sous la haute direction de Mr Basset, de la Préfecture de Paris et du Secrétariat d'Etat de Georgina Dufoix. C'est ainsi que l'AFRP a demandé à son personnel, à ses gérants de décompter les clandestins, le nombre de tailleurs, cuisiniers, commerçants.. qui exercent dans les foyers. Il s'agit, dit-elle, de mettre de l'ordre dans les foyers, le "mode de vie africain" permettant à de nombreux sans papiers, clandestins et chômeurs de vivre dans les foyers. Elle se félicite de ce que les foyers de Terres aux Curés, Falguières, Procession et St Just soient déjà "contrôlés".

La collaboration des Amicales étrangères est souhaitée et se met en place pour certaines d'entre elles. On voit ainsi des représentants d'associations algérienne, marocaine, sénégalaise,... faire ouvertement propagande pour les mesures gouvernementales et dénoncer les Anti-racistes. On voit même les représentants des Consulats venir dans les foyers expliquer qu'il est normal que les sans papiers retournent chez eux (l'expulsion se transforme alors en retour). Les représentants du Consulat sénégalais sont même allés jusqu'à promettre logement et travail pour les "expulsés-retournés".

NOTES SUR LE RENDU...
DE SECOUR...
foyers - hôtels - aéroports

"je m'sens tout mou,mou,

si mou!"

"Vous n'êtes pas la seule organisation anti-raciste. Il en existe d'autres. Pourquoi ne travaillez vous pas ensemble ? L'union fait la force."

Voilà une question fréquente à laquelle nous voulons répondre aujourd'hui dans le journal. La conjoncture s'y prête d'autant mieux que le débat autour du racisme (et donc de l'anti-racisme) se développe largement, et nous permet d'expliquer plus à fond ce que sont les P.A.R.

Ces organisations anti-racistes au sujet desquelles on nous interpelle sont le plus souvent des kartells d'organisation qui fleurissent plus ou moins vigoureusement autour de groupes souvent plus "célestres" que les P.A.R.

ASTI, FASTI, GISTI, MRAP, Ligue des Droits de l'Homme, syndicats, etc., voilà en gros ceux qu'on retrouve dans ces "collectifs anti-racistes". Chacune de ces organisations mériterait peut-être une analyse particulière. Mais ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est ce qu'elles font quand elles sont regroupées "contre le racisme" dans tel ou tel quartier.

Qu'est-ce qui sert de ciment à la création de ces comités ou collectifs, quelle est la base d'unité proposée ?

L'anti-racisme. Vaste question me direz vous, et vous aurez raison. Tellement vaste qu'on pourrait s'y perdre, ou plutôt qu'on pourrait rester immobile pour éviter de se perdre (ou de s'y retrouver). Et c'est ce qui arrive à ces comités. Leur idée de la lutte anti-raciste est tout d'abord de créer un vaste front d'organisations, le plus vaste possible; et donc pour qu'un maximum d'organisations et de gens puissent se mettre côte à côte, on recherche le compromis sur une base minimum, et c'est une grande victoire par exemple d'avoir assez de place pour rallier y compris des gens du P.S.

Jamais, au grand jamais donc de discussions de fond, de vrais débats politiques sur le sens de l'anti-racisme aujourd'hui. Le simple mot sert d'identité, sans aucun contenu. Toute tentative pour discuter un tel contenu et les pratiques qui ne peuvent manquer de lui être associées, toute tentative en ce sens est aussitôt engluée dans la vase du compromis à tout prix et ne rencontre qu'un ventre mou, qui sur la ligne de la moindre résistance continue imperturbablement son petit bonhomme de chemin.

Le principe de base de ces collectifs étant établi, essayons de voir concrètement ce que cela donne dans la pratique.

Il faut bien le dire : pas grand chose. Le style de travail de ces groupes est très différent de celui des P.A.R. Ils sont encore très largement

pris dans l'espace de ce qu'on pourrait appeler la "propagande démocratique". C'est à dire que le plus gros de leur intervention est constitué de déclarations à propos de tel ou tel événement; le fond n'en est pas forcément faux, témoin le tract du Collectif anti-raciste du 18ème après la manif des commerçants "contre l'insécurité", qui était loin d'être inintéressant.

Le problème est que souvent, ces déclarations ne débouchent sur rien, pas même la simple proposition d'une réunion ou d'un rendez-vous public pour avancer dans le débat.

Le deuxième volet de leur travail est principalement dirigé vers les "personnalités", les "notables": députés, syndicalistes, médecins, avocats..., à qui on demande des rendez-vous, des signatures sur des pétitions, et dans le meilleur des cas, de s'associer à des groupes de travail.

L'engagement direct avec le peuple, le travail suivi et minutieux auprès des habitants des quartiers ou des résidents, c'est autre chose. C'est "très difficile, on ne sait pas quoi dire." Il est vrai qu'aller sur les marchés sans idées, mais, surtout sans propositions ou objectifs précis cela doit être très dur, d'autant plus que les gens en ont, eux des idées, qu'il faut combattre ou appuyer, mais qui existent. Au jeu du vide contre le plein, le vide doit plier bagage; et c'est ce que font les collectifs anti-racistes le plus souvent. Ils n'ont rien d'autre à proposer qu'une démarche ancienne et caduque, celle du soutien critique au gouvernement, à la "gauche", et une révolte "démocratique" sans aucun contenu politique solide.

C'est pourquoi finalement ils reproduisent le plus souvent les idées dominantes.

Une réflexion exprimée lors d'une réunion d'un de ces collectifs est édifiante : "Moi, lorsque je rencontre un clandestin dans l'hôtel, je lui dis : Quoi ? T'es encore là ? Qu'est-ce que t'attends pour te tirer ? "

Ceci expliquant cela, ces collectifs n'ont que très peu d'initiatives, de pratiques, à part celles citées plus haut. Le travail de masse leur semble être venu de Mars, la transformation des points de vue au sein du peuple, la question de développer de nouveaux rapports qui ne soient pas simplement de la "révolte démocratique", mais aussi de vrais points de vue politiques, un vrai choix de société, lié à des pratiques de solidarité, d'unité anti-raciste, tout cela leur semble irréalisable.

A notre avis, vous devriez pouvoir répondre vous-mêmes maintenant à la question : pourquoi les P.A.R. et les collectifs "anti-racistes" ne travaillent pas ensemble.

Apportons cependant quelques précisions. Les questions de forme de travail ne se posent pas "en soi". Elles sont fondamentalement issues d'une certaine idée de la politique, et d'une idée politique certaine. Nos différences et différents avec ces collectifs ne tiennent pas seulement au fait que nous n'avons pas les mêmes pratiques; dans certains cas nous pourrions même avoir des propositions semblables. Ce qui fait la différence, ce sont les objectifs poursuivis.

De fait, pour parler franc, leur anti-racisme mou a comme principal effet de protéger et de diffuser la politique du P.S. sur cette question. S'ils attaquent parfois cette politique dans ses formes, ces collectifs soutiennent la vision P.S. de la "solution" au "problème" de l'immigration.

L'exemple cité plus haut sur les clandestins est clair. Dans une conjoncture où le P.S. veut isoler les clandestins, les marginaliser, n'avoir rien d'autre à dire que "Tires toi" rentre dans cette politique, lui donne une assise concrète. De vraies propositions anti-racistes consistent à discuter dans l'hôtel de l'unité des résidents contre la concierge, des consignes et pratiques de protection des sans papiers, et aussi de sortir cette question de l'hôtel, d'en débattre dans le quartier, de transformer les points de vue moyens

sur les sans papiers, de créer de vrais réseaux de solidarité active.

Les collectifs n'acceptent pas la notion de peuple multinational. Pour eux, être anti-raciste, c'est être pour une société française multiraciale, où il n'y aurait que des Français de différentes origines, une "Nation solidaire" en quelque sorte, sous l'égide du P.S.

J'arrête tout de suite ceux qui déjà poussent des cris scandalisés et disent : "mais ces collectifs dénoncent (parfois) le P.S. ou le P.C.F. pour leurs "maladresses" ou leurs mesures."

Soit. Une petite critique de temps en temps n'a jamais fait de mal à personne, et dans le terme "soutien critique", le second mot a toujours moins de poids que le premier. Car même s'il peut exister des attaques formelles contre le PS et le PCF, il y a accord de fond sur ce que doit être la société en France, sur la place réservée à chacun, sur le rapport aux pays du Tiers-Monde.

Leur anti-racisme et le nôtre font deux, même si des propositions de travail peuvent paraître identique dans leur formulation, les moyens mis en oeuvre et surtout la politique qui président à leur développement sont opposés. L'école de ces collectifs ne sera jamais celle des anti-racistes, leur société ne sera jamais la société civile anti-raciste que nous cherchons à développer, leurs alliés seront toujours du côté du gouvernement, de l'Etat, jamais du côté du peuple.

Marion BERNARD



Goutte d'Or : Ni ghetto ni répartition : peuple multinational

Contactez-nous pour un anti-racisme actif dans les quartiers populaires !

. Le lundi de 18h30 à 20h : les 1er et 3ème lundi de chaque mois - 7 rue des Fêtes 75019 métro Place des Fêtes.

. Le lundi de 18h à 20h : les 1er et 3ème lundi de chaque mois - 127 rue Marcadet 75018 métro Jules Joffrin.

Le Vendredi de 18h à 20h : 7 rue des Fêtes 75019 métro Place des Fêtes.

Tel : 209 93 22

TCHAD :

FAUX A LYBIE

La situation au Tchad occupe à nouveau le devant de la scène politique. Le conflit armé qui s'y déroule suscite de nombreuses prises de position des forces parlementaires, dont il se dégage une évidente collusion gauche-droite entachée d'un arrière-goût colonialiste prononcé. La complexité et la mauvaise foi des arguments invoqués par les différents camps en présence au Tchad provoquent de nombreuses interrogations qui sont restées sans réponse.

Dans une telle conjoncture, il est important que les forces politiques qui refusent l'embrigadement derrière les intérêts de l'impérialisme français, mais également derrière ceux de l'une des deux superpuissances, fassent entendre leur voix et organisent un débat d'opinion. Plusieurs points doivent être soulignés.

GUERRE CIVILE REACTIONNAIRE

Les affrontements armés entre les forces du GUNT de Goukouni Oueddey et celles des FAN d'Hissen Habré sont des affrontements armés entre camps réactionnaires. Ils se déroulent sur le dos du peuple tchadien. Aujourd'hui, le Tchad a besoin de trouver le chemin d'une unité nouvelle entre ses différentes communautés, et pour se faire, du respect de son intégrité territoriale. Si les représentants d'une communauté prétendent à l'hégémonie du pouvoir, il ne pourra s'en suivre que la guerre et les intrusions étrangères.

AGRESSION LYBIENNE ET JEU D'OMBRES SOVIETIQUE

L'offensive du GUNT contre Hissen Habré, dont la conquête du pouvoir fut soutenue par les Etats-Unis, est l'occasion pour la Lybie de lancer une agression contre le Tchad.

L'expansionnisme lybien est un danger réel. Au delà de ses propres ambitions, il fait le jeu de l'impérialisme soviétique en Afrique. Le Tchad devient ainsi l'enjeu des super-puissances et des rivalités Est-Ouest; la Lybie doit retirer ses troupes sans délais.

OPERATION "MANTA" LOGIQUE IMPERIALISTE

Quant à l'état français, l'enjeu ne se situe pas simplement au Tchad, mais vis à vis de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Son intervention militaire cherche à préserver ses intérêts politiques et économiques dans une région qu'il considère historiquement comme une "chasse gardée". Poussé d'un côté par l'offensive lybienne et talonné de l'autre par les Etats-Unis prompts à vouloir remplacer la France dans son rôle de "gendarme de l'Afrique", le gouvernement français, il faut l'affirmer tout haut, est intervenu pour préserver les intérêts néo-coloniaux et impérialistes de la France dans la région.

Si cette fois-ci le gouvernement français avance le thème de l'intégrité des territoires légués par la décolonisation (ce qui est à notre avis un principe politique juste et important), il faut rappeler qu'il n'a que faire d'une telle orientation quand elle dessert ses projets. L'invasion en 1981 de la Gambie par le Sénégal soutenue par le P.S. au pouvoir, l'appui apporté au Maroc pour "récupérer" le Sahara Occidental sont là pour nous le rappeler.

Enfin, certains, sous prétexte de lutter contre l'expansionnisme soviétique, ont été prompts à soutenir le gouvernement. Les Glucksman, Montand et compagnie prennent soudain des airs de matadores et de "va-t'en-guerre"; ils feignent d'oublier que l'intervention militaire française contre cette "poussée lybienne" se déroule dans une dynamique politique bien précise : celle des intérêts de l'impérialisme français. Ailleurs, au Cambodge, en Afghanistan, en Pologne, l'état français est bien complaisant avec les forces soviétiques ou pro-soviétiques.

NON, l'état français ne cherche pas à soutenir une politique d'opposition à l'expansionnisme soviétique et au projet de société qu'il représente, mais simplement à préserver ses intérêts impérialistes dans la région.

QUEL CONTENU DONNER A L'ANTI-IMPERIALISME CONTEMPORAIN

La question qui se pose maintenant à nous est de savoir comment s'opposer à l'impérialisme français et à ses menées guerrières dans une situation de rivalité de plus en plus vive entre les deux super-puissances et de faiblesse politique des peuples. Car là réside la double difficulté.

* On ne peut pas comme le font les trotskistes exiger le départ des troupes françaises d'Afrique sans prendre en compte la situation mondiale dominée par les risques de guerre et les menées des deux super-puissances.



Le peuple tchadien pris dans la guerre

* Il n'existe pas, comme ce fut le cas dans les années 60, de forces politiques du Tiers-Monde qui pourraient constituer par leur simple existence un levier pour développer en France des courants anti-impérialistes solides. Il est en fait nécessaire de trouver, à l'intérieur même de notre société, les processus politiques qui nous mettent en prise avec les problèmes du Tiers-Monde et constituent un point d'ancrage pour de nouvelles orientations politiques anti-impérialistes.

S'engager dans une telle problématique exige de prendre en compte l'existence de forces politiques de nature différente : celle des Etats et celle des peuples.

Pour ce qui est des Etats, nous pensons qu'il faut militer pour qu'ils adoptent une politique qui respecte l'intégrité territoriale des pays, les principes de non-ingérence et de non-alignement.

A ceux qui sont préoccupés à juste titre par l'expansionnisme soviétique, l'arrogance de l'impérialisme américain et le danger de guerre mondiale, nous voudrions dire ceci :

Le meilleur moyen de s'opposer à l'expansionnisme soviétique n'est pas d'envoyer des contingents armés français.

* Soit l'Etat local représente une force nationale sérieuse et solide : il sera alors capable, avec l'appui politique d'autres Etats africains, de faire front à cette poussée. Les échecs des tentatives lybiennes en Egypte et en Tunisie sont là pour nous le confirmer.

* Soit l'Etat local est un pouvoir fantoche, sans base de masse. Sa survie, son maintien ne peuvent être alors qu'un élément de faiblesse face à l'expansionnisme, qui saura utiliser et rallier à lui le mécontentement et les révoltes populaires. Non, l'intégrité territoriale des pays, en Afrique comme ailleurs, ne peut être obtenue par la présence d'armées étrangères, en particulier d'armées impérialistes. Seule une force populaire intérieure au pays et une unité politique des Etats du Tiers-Monde pour le respect de l'intégrité territoriale de chaque pays, un véritable non-alignement peuvent permettre au principe politique d'indépendance de progresser.

PEUPLE MULTINATIONAL DE FRANCE ET ANTI-IMPERIALISME

Quant aux peuples, il s'agit de soutenir leur volonté d'indépendance politique et organisationnelle vis à vis des forces étatiques, de contribuer à ce qu'ils trouvent le chemin d'une unité possible entre les différentes communautés historiques et nationales, de participer à leurs expériences, si neuves soient-elles, pour trouver une voie nouvelle au développement de leur agriculture vivrière et d'une industrie tournée vers le marché intérieur de ces économies, et non vers les intérêts des métropoles occidentales.

Lorsqu'en France des forces s'engagent à faire connaître la réalité des méfaits de la main-mise néo-coloniale sur l'agriculture et l'industrie des pays du Tiers-Monde, lorsqu'elles donnent la parole à des forces organisées du Tiers-Monde, lorsqu'elles se font l'écho de certaines de leurs analyses, elles contribuent au développement de courants d'opinion préoccupés par l'avenir du Tiers-Monde. Elles renforcent ainsi les processus d'indépendance politique des peuples.

Quand des forces s'engagent à combattre le racisme, la montée des tensions dans les quartiers populaires, cherchent les moyens d'un respect et d'une unité entre les différentes communautés qui composent le peuple en France, elles contribuent, à leur manière, à renforcer un tel processus dans les pays du Tiers-Monde.

Chacun connaît les multiples liens existant entre les communautés en France et celles des pays d'origine. Ce qui se passe ici est discuté, commenté là-bas. De même, les comportements entre communautés là-bas ne restent pas sans effets ici. Les tensions provoquées en France par la situation au Moyen-Orient ou par les émeutes au Sri-Lanka sont là pour nous



Une action armée pour préserver les intérêts impérialistes français

le confirmer de manière négative. Mais inversement, un peuple multinational uni et anti-raciste en France favorise l'unité entre les différentes communautés dans les pays du Tiers-Monde.

Enfin, il est nécessaire de savoir que de manière spontanée, la fraction immigrée du prolétariat en France s'est engagée dans une expérience nouvelle. Son objectif est l'existence d'un véritable processus d'indépendance économique des pays. Des fonds sont rassemblés, des discussions ont lieu pour savoir comment créer tel dispensaire dans un village, telle école dans un autre ou telle expérience de coopératives. Des rapports de "coopération" véritable, échappant à l'emprise des Etats, et donc de leur politique, commencent à exister. En prendre acte, les soutenir, participer à leur organisation et à leur développement, telles sont les questions qui se posent à tous en France. Là se joue un aspect concret de l'internationalisme des temps nouveaux dont il faut prendre la mesure.

* * * *
* *

En réalité, aujourd'hui, lutter contre les dangers de guerre, contre les menées des deux super-puissances, pour l'indépendance des peuples, reste inséparable d'un combat résolu contre l'impérialisme français. C'est un combat qui doit prendre ses racines pour nous qui sommes en France dans un anti-racisme révolutionnaire, dans des formes nouvelles d'internationalisme.

Roland Cosma

Commission "Peuple multinational et Tiers-monde":

une présentation

Voilà quatre mois, à l'initiative des PAR, une nouvelle commission a été créée. Son nom : "Peuple Multinational et Tiers Monde". L'Anti-Raciste a demandé à Elsa et à Xavier, membres de cette commission, de nous la présenter.

ANTI-RACISTE : Pourquoi les PAR ont-elles créé cette commission ?

XAVIER : Pour une raison fondamentale : être anti-raciste sous-entend des positions anti-impérialistes. Mais ces dernières sont loin d'être claires aux yeux de tous. La période a changé, le soutien aux luttes de libération nationale ne véhicule plus les mêmes forces. Nous voulons sortir du seul rapport de soutien extérieur.

ELSA : Les militants des PAR sont souvent interpellés lors de leurs interventions publiques sur le pourquoi de l'immigration. Il est donc indispensable d'avoir un point de vue sur l'impérialisme, et surtout sur l'impérialisme français, ou du moins de l'approfondir. Cela nécessite de connaître les relations entre pays impérialistes et pays du Tiers Monde.

X. : Dans les foyers la question du "retour" est souvent débattue. Retourner ou non au pays ? Posée en ces termes, elle est peu intéressante; nous lui opposons la nécessité du combat politique là où nous nous trouvons, dans un double rapport qui travaille à l'organisation du camp anti-raciste/anti-impérialiste en France comme dans les pays d'origine.

E. : Enfin il a semblé important aux PAR d'étudier plus à fond l'aspect politique de l'immigration. J'entends par là de se forger un point de vue sur l'évolution de la classe ouvrière en France, sur l'unité Français-Immigrés. Par la connaissance nous voulons combattre les propos racistes dus à l'ignorance. Par l'engagement nous travaillons à transformer concrètement la situation en France et dans les pays d'origine.

A.R. : Plus précisément quels sont les objectifs de cette commission ?

E. : Du point de vue des anti-racistes en France, il faut répondre à la question : "comment se mobiliser contre l'impérialisme ?" Pour les PAR, lutter contre l'impérialisme passe par l'approfondissement des rapports entre les Français et les Immigrés. Par

la constitution de points de vue collectifs où chacun, en particulier les camarades immigrés, témoigne de son expérience, par la recherche d'un nouvel internationalisme. Celui-ci doit donner plus de sens à la vie des immigrés en France et à la vie des anti-racistes. Il nous faut montrer que même en atant en France, on peut réfléchir et surtout s'engager pour transformer les rapports ainsi que la situation au pays.

A.R. : Par quels moyens peut-on faire vivre cet internationalisme ?

X. : Tout d'abord nous devons comprendre les conséquences de la politique impérialiste. Cette connaissance a par trop été éclairée de l'extérieur, à partir des métropoles impérialistes. La commission s'est fixé plusieurs axes de travail : - apprendre les réalités de l'impérialisme - donner un contenu à son opposition. Ainsi face au développement de l'agriculture industrielle tournée vers l'exportation, pour le seul profit des investisseurs étrangers, il faut redécouvrir l'agriculture vivrière en lui donnant les moyens de son redéploiement. Face aux transferts de technologie, nous pouvons contribuer à définir les conditions d'un développement tourné vers les besoins des peuples des pays d'origine.

E. : Quant à la coopération civile et militaire, elle a pour objectif de maintenir la domination des pays industriels sur les autres pays. Une autre coopération est tout à fait possible. Je m'explique beaucoup de travailleurs immigrés en France participent à l'installation dans leurs pays d'écoles, de maternité. Des fonds sont collectés et envoyés. Le devenir de ces projets nous concerne, nous devons nous en soucier et soutenir les projets politiques indépendants des Etats. Ce genre de pratiques se multiplie, il faut en débattre. C'est aussi cela un nouvel internationalisme : lutter contre le néo-colonialisme de manière indépendante.

X. : Si l'immigration a déstabilisé les sociétés traditionnelles, elle a introduit de nouveaux rapports dans le peuple en France et dans les pays d'origine. Par l'expression "peuple multinational et Tiers Monde" nous voulons donner le contenu de notre projet.

A.R. : Peux-tu nous préciser comment la commission travaille ?

X. : Notre volonté est de nous dégager de la démarche intellectuelle classique généralement très magistrale et livresque et portant une empreinte "coloniale".

Nous voulons la compréhension des rapports entre Français et Immigrés, entre pays industrialisés et pays du Tiers Monde. Au sein de la commission nous abordons les sujets de manière vivante. Les hypothèses sur le développement partent de la connaissance et de l'expérience propre des camarades immigrés et de leur famille au pays. Beaucoup de camarades africains ont participé à des tentatives de coopératives, d'écoles et d'instituts médicaux; ils ont des tas de choses à apprendre aux autres camarades et aux anti-racistes français.

A.R. : La commission n'est donc pas un regroupement des soi-disant spécialistes brasseurs de vent ?

E. : La commission se compose de camarades africains ouvriers et étudiants, d'anti-racistes, militants ou non. Elle est ouverte à tous ceux qui désirent apprendre l'histoire des peuples colonisés et néo-colonisés, qui veulent débattre les rapports entre pays impérialistes et pays du Tiers Monde, travailler à l'unité du peuple multinational de France, instituer une nouvelle forme d'internationalisme indépendante des Etats. Nous nous réunissons une fois par mois et notre premier travail : une brochure pour le mois prochain.



Des initiatives collectives à la campagne

UN ISRAËLIEN CONTRE LA GUERRE

L'ANTI-RACISTE : Yehuda, tu es Israélien, de passage à Paris ; tu appartiens au "Mouvement International pour la Paix au Moyen-Orient". Nous nous sentons complètement interpellés par ce qui se passe en ce moment au Liban : l'intervention de différentes puissances y compris de la France, la guerre entre les communautés au moment du retrait d'Israël de Beyrouth et de la montagne du Chouf... Pourrais-tu nous donner ton point de vue sur la situation ? Peut-être nous dire plus précisément quels étaient les intérêts et les buts du gouvernement israélien quand l'intervention au Liban a été décidée, et si ces buts ont été aujourd'hui atteints.

YEHUDA : Mon opinion est que quatre intérêts de base ont présidé à la décision du gouvernement israélien d'envahir le Liban. Si je les énumère ce seraient : 1- établir un ordre nouveau au Liban 2- détruire l'infrastructure politique et militaire de l'O.L.P., détruire "l'Etat dans l'Etat" 3- en détruisant l'O.L.P. au Liban, Israël pensait pouvoir contrôler la Cisjordanie 4- si les trois premiers buts cités étaient explicites, le quatrième est implicite : internationaliser le conflit libanais.

A.R. : Peut-être pourrais-tu expliquer un peu plus ?

Y. : Je commence par le deuxième intérêt. Même si la frontière entre le Liban et Israël était tranquille depuis la signature de l'accord en Juin 81, du point de vue d'Israël il existait toujours un potentiel d'hostilités vis à vis du Nord d'Israël. Le gouvernement cherchait un prétexte pour envahir le Liban et détruire l'infrastructure de l'O.L.P. Des semaines avant l'attaque, il y avait des informations et des rumeurs à propos d'une opération au Liban. Ce qui était en question était quand et pourrait-elle avoir lieu. L'assassinat de l'ambassadeur



Dialogue à la manière israélienne

israélien à Londres a été le prétexte, la mise à feu du dispositif d'invasion.

A l'intérieur d'Israël, deux plans militaires existaient : l'un, le "petit plan" ou "plan limite", l'autre, "le grand plan" ou "plan maximum". Le premier prévoyait que les forces israéliennes prennent position au Sud-Liban, à 40 Kms de la frontière Nord d'Israël; le second plan consistait en une opération militaire à grande échelle, incluant la prise de Beyrouth et envisageant une confrontation possible avec la Syrie.

La force militaire, à la fois quantitative et qualitative, de l'O.L.P. ne représentait plus un fort danger pour Israël, et la simple explication de l'intervention pour "raisons militaires" ne peut être suffisante. Il faut donc chercher d'autres motifs, les autres buts qui ont été ceux du gouvernement israélien.

A.R. : La création d'un ordre nouveau au Liban, comme tu l'as dit ?

Y. : Oui, le rapport des communautés est une question fondamentale pour qui s'intéresse à la politique au Liban. Cette question a des racines historiques dans l'intervention extérieure, elle n'est pas nouvelle. Après la deuxième Guerre Mondiale, en 1958, les "marines" américains sont intervenus sur invitation du gouvernement libanais; durant la guerre civile en 1970, Israël et la Syrie sont intervenus, de même en 1976 pour la Syrie et en 1978, Israël a mené

"l'Opération Litanie". Il est bien connu qu'avant cette intervention, le président Sarkis n'était pas capable d'imposer son autorité et était confronté aux Phalanges d'un côté, aux Druzes, à l'O.L.P. et à la Syrie d'un autre côté.

Je ne vais pas entrer dans la problématique des contradictions internes au Liban et du combat des communautés, mais plutôt commenter le fait qu'un équilibre très précaire existait depuis que le Pacte National avait été signé en 1943. Celui-ci donnait aux Maronites la présidence de l'Etat, aux musulmans sunnites le Premier Ministère, et des places de députés aux Druzes.

Je disais qu'avant la guerre, la présidence de Sarkis était très précaire, la guerre civile a éclaté et il s'est trouvé confronté à de multiples pressions. Je crois que l'invasion israélienne et la présence syrienne au Liban en 1976 ont servi de catalyseur pour que chaque groupe ou milice se range derrière les intérêts de différents pouvoirs extérieurs. La guerre civile libanaise, en plus d'être une guerre entre classes, au sens classique, contre la domination maronite, domination politique, sociale, judiciaire et économique, cette guerre a été aussi un jeu d'échec pour les plus grands voisins du Liban, Israël ou la Syrie, aussi bien que pour les grandes puissances elles-mêmes.

Il est difficile d'affirmer directement que l'invasion israélienne a causé un renouveau d'hostilité,

alors que celle-ci existait déjà. Le problème libanais n'avait pas été résolu avant l'invasion; ce que fit l'invasion fut d'augmenter les tensions et d'ouvrir des boîtes de Pandore qui étaient déjà fêlées. Aujourd'hui la situation ressemble à celle de l'Europe de 1815, au cours du Congrès de Vienne, quand les Grands d'Europe essayèrent à tout prix de retourner au statu-quo existant avant l'invasion napoléonienne. Il existe au Liban le noyau de l'OTAN -USA, Italie, Grande-Bretagne- et la France, essayant de préserver le statu-quo antérieur; ce qui signifie de fait maintenir l'hégémonie des Maronites; et la présidence de Gemayel en est une concrétisation exemplaire.

AR : Dans ce cadre, comment comprendre l'intervention syrienne ?

Y : Au Liban la Syrie a des intérêts historiques de longue date, elle affirme que ce sont des intérêts particuliers, ses vues sur le Liban sont incluses dans un contexte de "Grande Syrie". Par exemple la Syrie n'a jamais eu d'ambassadeur à Beyrouth, en un sens elle ne considère pas le Liban comme un pays étranger.

Si l'on considère qu'entre 1976 et 1981, relativement, Israël et la Syrie n'étaient pas engagés dans les hostilités, l'existence d'un accord sous-entendu entre les deux pays peut être reconnue. Israël implicitement reconnaissait les intérêts de la Syrie au Liban, particulièrement du côté de la frontière est, et vice versa pour la Syrie vis à vis d'Israël. Il ne faut pas oublier qu'en 1976, l'intervention syrienne s'est faite en premier aux côtés des Maronites, puis plus tard changeant de camp, les syriens ont été un support à la coalition de gauche des Palestiniens et des Druzes sunnites. Ceci est le parfait exemple du rôle que la Syrie exerce au Liban : un rôle de balancier dans le contexte de balance du pouvoir. En d'autres termes, s'il advenait une hypothétique situation dans laquelle la coalition de gauche se tournerait vers l'Occident, la Syrie pourrait vouloir essayer de corriger cela par une nouvelle action de balancier.

AR : Comment l'équilibre des forces a-t-il été rompu entre Israël et la Syrie ?

Y : L'équilibre a été rompu à cause de la stratégie "grande puissance" d'Israël, défendue par le ministre de la Défense, Ariel Sharon.

De mon point de vue, il a poussé les Syriens à la confrontation pour deux raisons : 1) pour réaffirmer qu'Israël se conçoit comme super-pouvoir régional, 2) pour internationaliser le conflit dans le sens de démontrer aux USA qu'Israël est, au Moyen-Orient, le seul rempart contre l'URSS, un point stratégique. L'administration Reagan a entendu aisément le message.

Ainsi l'Etat d'Israël a renforcé la détermination de l'URSS à soutenir la Syrie et à défendre ses intérêts dans la région. En retour, Israël s'est rendu compte que sans l'active participation des USA, il ne pouvait contenir la domination de l'URSS. Il y a là un paradoxe, une contradiction : le gouvernement israélien essaie d'exercer son pouvoir de manière indépendante mais quand il est confronté aux Syriens et à la super-puissance soviétique, il doit être assisté par l'Occident ; en d'autres termes, je pense qu'il y a une limite définie au pouvoir israélien.

D'un point de vue militaire, des stratèges israéliens ont argué que le fait d'avoir utilisé les systèmes les plus sophistiqués pour mettre les missiles syriens hors jeu était un vrai gachis ; la Syrie ne représentant pas un ennemi direct pour Israël. Une autre erreur grave de conséquences a été de sous-estimer l'engagement de l'URSS aux côtés de la Syrie. L'URSS

a aidé la Syrie de ses plus modernes missiles anti-aériens et de 5000 conseillers soviétiques présents sur le sol syrien. Mais ces "erreurs" sont certainement liées à l'intention d'Israël de gagner l'engagement américain dans le conflit.

AR : En agissant ainsi, Israël pensait servir ses "intérêts internes immédiats", je pense, d'après ce que tu as dit, à l'extension de la colonisation de la Cisjordanie.

Y : Un but extrêmement important du point de vue du gouvernement israélien était l'établissement de la "paix israélienne" en Cisjordanie. Le gouvernement pensait que par la destruction de l'O.L.P. au Liban, les chefs palestiniens de la Cisjordanie seraient obligés de revenir sur leurs exigences et d'accepter le point de vue israélien de l'autonomie. Ce que fit Israël en Cisjordanie fut de "cultiver" des ligues villageoises arabes dans l'espoir qu'elles deviennent un substitut au pouvoir de l'O.L.P. Cela a été un échec, car l'O.L.P. comme symbole de la conscience nationale est trop fort.

AR : Penses-tu qu'une alternative politique palestinienne peut émerger actuellement à partir des territoires occupés ?

Y : Je ne pense pas qu'un pouvoir alternatif puisse être possible en dehors de l'O.L.P.

AR : Un dernier mot sur le mouvement "la Paix Maintenant" depuis la démission de Bégin.

Y : Je ne pense pas que les vues de Shamir soient différentes de celles de Bégin. Le mouvement contre la guerre doit continuer d'exercer des pressions sur le gouvernement et de mobiliser l'opinion publique par des actions directes, refuser de servir au Liban, etc ou des manifestations de masse. L'opinion publique israélienne maintenant semble être prise dans la logique de l'ensemble des forces en présence, en partie ralliée à la nécessité de la présence d'Israël dans le sud Liban, à celle de défendre les chrétiens contre les massacres, par exemple. Il se peut que le mouvement pour la paix soit aussi soumis à ces interrogations de l'opinion et soit actuellement en "attente". Mais il y a un mois que j'ai quitté le pays, je vous enverrai des nouvelles après mon retour, dans quelques semaines.

Fin Septembre 1983



17 OCTOBRE 1961, MANIFESTATION POUR L'INDEPENDANCE : DES MILLIERS D'ALGERIENS RAFLES DANS PARIS. (Photo : Elie Kagan).



APRES LE 17 OCTOBRE 1961, MOBILISATION DU FRONT DE SOUTIEN A LA REVOLUTION ALGERIENNE (F.S.R.A) CONTRE DE GAULLE ET LE SILENCE DE LA GAUCHE. (Photo : Elie Kagan).